

## ZOHRA DRIF : LE 8 MARS, SON COMBAT

## «Je n'ai jamais cru aux droits

*Au mois de janvier dernier, Zohra Drif livrait dans un ouvrage de 607 pages ses Mémoires d'une combattante de l'ALN, Zone autonome d'Alger chez Chiheb Editions. Un livre qui retrace son parcours de combattante, son engagement dans la lutte et qui a fait d'elle, mais aussi de Hassiba Ben Bouali, de Djamilia Bouhired, de Yacef Saâdi, de Ali la Pointe, de Samia Lakhdari, de Fatiha Attali... et de tant d'autres encore les icônes de la Bataille d'Alger. A sa lecture, ceux qui savaient l'auteure une moudjahida incontestable mais qui ne connaissaient que très superficiellement son parcours et celui de ses compagnons sont édifiés par les détails qu'elle donne quasi journalièrement des moments cruciaux et très douloureux que ce groupe de combattants a eu à vivre pour libérer l'Algérie et plus généralement de ce que les habitants de La Casbah ont enduré au plus fort de la guerre. Depuis sa sortie, le livre ne cesse d'être salué : «Un ouvrage mémoriel qui mérite sa place dans l'écriture de l'histoire de l'Algérie contemporaine», selon Hocine Tamou dans le Soir d'Algérie du 6 février 2014 ; ou encore l'écrivaine Fadhila M'Rabet qui parle d'une auteure «qui garde tout au long de son livre une grande générosité et une rigueur intellectuelle» (in El Watan du 4 février 2014) ou, comme le dit très justement le moudjahid Djillali Guerroudj dans El Watan du 16 février 2014 : «Zohra Drif*

*offre généreusement à notre jeunesse une pléiade de figures de femmes et d'hommes auxquels les jeunes d'aujourd'hui pourront s'identifier pour construire leur propre avenir.» L'insolite et l'inattendu sont venus de ceux dont on se serait le moins attendu, en l'occurrence de Yacef Saâdi, responsable de la Zone autonome d'Alger : Zohra Drif a eu droit à une attaque en règle traitant la moudjahida de «traître». Grave accusation qui fait depuis réagir des citoyens, d'anciens moudjahidine et moudjahidate, des hommes de culture et des historiens excédés par cette sortie de Yacef Saâdi. Une pétition circule et des rencontres ont été organisées, en solidarité avec la moudjahida, même si l'accusateur, Yacef Saâdi, s'est fendu d'un mea culpa quelque peu équivoque, d'ailleurs.*

*Pourquoi, en ce jour du 8 Mars symbolisant la lutte des femmes à travers le monde, avons-nous choisi de parler de Zohra Drif, de son livre et de son combat ? La réponse se trouve d'abord dans le contenu du livre et dans ce que nous y avons particulièrement apprécié : à aucun moment, Zohra Drif n'a mis au-devant de la scène sa personne, son héroïsme, elle a essentiellement parlé des autres, de ceux et celles qui l'accompagnaient dans son combat. Elle y explique comment elle s'est engagée résolument dans ce combat libérateur. Avec beaucoup de sincérité, elle y a parlé de sa peur*

*et de celle de ses camarades, car les héros ont peur aussi, comme tout un chacun, peur dans les moments terribles d'une lutte, d'une bataille, même si la conviction et la rage de vaincre finissent par transcender et prendre le dessus. Enfin dans le déroulé précis de l'histoire de ces combattantes de La Casbah qu'elle nous offre, et sans le vouloir peut-être, elle a battu en brèche des idées reçues sur le combat des femmes, confiné trop souvent et sciemment par le discours ambiant, dans la logistique ou les secours sanitaires apportés aux combattants. Elle le fit, sans pour autant diminuer ni minimiser le rôle de tous les acteurs et actrices de cette lutte, y compris d'ailleurs l'engagement de ces aides logistiques de toutes natures. C'est pour toutes ces raisons que nous avons choisi, en ce jour du 8 Mars symbolisant la lutte des femmes, de lui donner la parole. Mais plus que sur son livre, nous la questionnerons aussi sur la poursuite de son combat de femme, car, et peu le savent ou certains l'oublie, Zohra Drif a poursuivi son combat et le poursuit encore aujourd'hui, pour la liberté de la femme. Elle a choisi de se battre à l'intérieur du Système. C'est son choix et c'est son droit. Mais même de là où elle officie (Sénat) l'on ne peut pas dire qu'elle n'a pas fait entendre sa voix pour combattre tous ceux qui continuent à voir en la femme algérienne une mineure à vie.*

**Le Soir d'Algérie : Que représente pour vous le 8 Mars ? La nature des célébrations officielles qui lui sont consacrées chaque année, vous satisfait-elle ?**

**Zohra Drif :** C'est une journée très importante. Historiquement, et dès l'origine, elle a toujours été liée au combat des femmes pour leurs droits dans tous les domaines. Ainsi, le 8 Mars est une date de bilan du chemin parcouru grâce aux luttes des femmes et de celui qui reste à parcourir.

Que cette journée soit célébrée, de quelques façons que ce soit, est une victoire en soi, car cela représente l'aveu, même inconscient et involontaire, que les femmes vivent une condition particulière, pas toujours juste et donc l'aveu de la nécessité du changement de cette situation. Il va sans dire qu'en tant que militante, je n'ai jamais cru aux droits offerts sur un plateau d'argent. Les droits des femmes, comme toutes les causes justes, exigent de la mobilisation, de l'engagement et des sacrifices.

**Peu de gens se rappellent qu'alors que feu Rabah Bitat — votre époux — présidait l'Assemblée nationale qui venait d'adopter dans les années 1980 le code de la famille, vous vous étiez élevée contre ce statut en manifestant, avec beaucoup d'autres femmes dont d'anciennes moudjahidate et de jeunes militantes féministes devant l'enceinte de cette institution. Très brièvement, pour nos lecteurs, pourriez-vous raconter cet épisode de votre combat et ses retombées, s'il y en a eu ?**

Les femmes algériennes se sont mobilisées contre toute tentative d'atteinte à leurs droits, dès la fin des années 1970 et le

début des années 1980. En 1980 (et non en 1984) et face à la tentative du pouvoir de l'époque de faire adopter un code de la famille injuste et inique, des jeunes femmes (des enseignantes, des étudiantes, des cadres... se sont mobilisées malgré le système du parti unique et ont appelé à des manifestations d'affirmation de leurs droits constitutionnels. Parmi ces femmes, il y avait déjà Louisa Hanoune, Khalida Toumi et Warda Medjahed. J'étais à l'époque avocate au Barreau d'Alger et aux côtés de plusieurs consœurs et de sœurs moudjahidate, nous avons décidé de rejoindre et de soutenir ces jeunes femmes avec lesquelles nous étions en totale symbiose et dont nous étions très fières car nous les considérons comme les dignes héritières de notre combat libérateur de Novembre 1954.

C'est ainsi que nous nous sommes retrouvées le 28 octobre 1981, puis le 16 novembre 1981 et enfin le 13 décembre 1981 dans des manifestations devant l'APN pour dire ensemble notre refus de statut mineur à vie que comptait imposer le gouvernement aux femmes algériennes. A la fin de décembre de la même année, nous nous sommes réunies en tant que moudjahidate, cette fois-ci au siège de l'UGTA, et nous avons élaboré une plateforme de revendications que nous avons envoyée au Président Chadli Bendjedid. Nous avons tenu, en tant que combattantes de la Libération nationale, à rappeler notre solidarité avec les initiatrices du mouvement de protestation, et surtout exiger, qu'au nom des valeurs du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, les femmes algériennes méritaient un statut de citoyenne. En effet, nous considérons que la négation des droits des Algériennes relevait de la trahison du combat et des



Photo : Samir Sid

sacrifices de nos chahidate et nos moudjahidate.

Le résultat immédiat en a été le retrait du projet du code de la famille du bureau de l'APN. Hélas, cela ne durera que deux ans, puisque en 1984 et malgré la mobilisation des femmes, le code de la famille, que les jeunes militants appelaient si justement le code de l'infamie, a été adopté.

**Quel prolongement avez-vous donné à votre engagement de femme ? Et pour être plus précise, vous qui êtes avocate de formation, les textes qui régissent, aujourd'hui, le statut personnel vous paraissent-ils, en l'état, pouvoir répondre à l'aspiration de liberté que portent encore les femmes, notamment celles de plus en plus nombreuses dans le pays qui appellent à sortir du schéma patriarcal oppressant vis-à-vis de plus de la moitié de la population algérienne et qui placent leur combat dans un féminisme laïque où le religieux — une affaire entre Dieu et l'homme — ne doit être ni instrumentalisé ni ne doit régenter les affaires strictement personnelles ?**

L'aspect positif à retenir de cette séquence historique, c'est que les femmes ne se sont pas

démobilisées, puisqu'elles se sont saisies de la plateforme de revendications des moudjahidate, qu'elles se sont, à juste titre, appropriées. Elles ont constitué «le comité d'action autour de la plateforme des moudjahidate». Je suis certaine que c'est grâce à cette mobilisation que nous devons les derniers amendements représentant une grande avancée par rapport à l'ignominie du code de la famille de 1984. Cependant, le combat doit continuer car d'autres injustices persistent dans ce texte et il faut qu'elles cessent, parce qu'il faut que la Constitution soit respectée. Voilà un chantier d'avenir qui interpelle aussi bien les femmes que les hommes, car c'est un chantier éminemment politique.

**Votre déclariez, déjà en 2007, au lendemain de la présentation par le Premier ministre Belkhadem de son programme : «Je suis navrée de vous dire que, hélas, le citoyen ne croit pas en vous, en vos institutions, en votre politique...». Un peu plus tard, le 5 juin 2011, vous dressiez un tableau sombre de la situation du pays avec une double crise, celle de l'Etat et des institutions et la crise de la relation de la société à l'Etat et demandiez**

**des réformes profondes du système politique. Les choses étant restées en l'état pour ne pas dire ayant empirées, quel est le sentiment de M<sup>me</sup> Drif ? Poursuit-elle son combat et sur quel plan se situe-t-il aujourd'hui ?**

D'abord, permettez-moi de ne pas être d'accord avec vous. Je ne pense pas du tout qu'il soit nécessaire de noircir un tableau et de déformer une réalité pour défendre des convictions, une vision ou un projet. Je suis militante de la guerre de Libération nationale et vous conviendrez avec moi que j'ai assez de recul pour juger sereinement de la situation de mon pays. Laissez-moi affirmer avec force que l'Algérie de 2014 n'a absolument rien à voir avec celle de 1954, ni de 1962, ni même de 1990. Je ne vous ferais pas l'insulte de redonner des chiffres que j'ai donnés au Sénat et qui attestent de l'évolution positive incontestable de la situation sociale, économique, sécuritaire et culturelle de notre peuple.

Nous parlions des femmes, revenons donc à elles. Outre un pays ruiné, dévasté, un million et demi de martyrs et 200 000 disparus, la France coloniale nous a laissé un peuple de femmes analphabètes à 99,9%. Aujourd'hui, nous avons gagné la bataille de l'éducation, de la formation supérieure, de l'égal accès au travail, à la couverture sociale et médicale. Nous nous occupons, enfin, de la question de notre statut dans la société et la famille, qui, je le rappelle, est une question de démocratie. J'affirme que c'est un bilan positif bien connu de tous les Algériens qu'ils se doivent de défendre, bec et ongles. La question reste : est-ce que pour autant je suis satisfaite ? La réponse est franchement non, car j'aspire à mieux pour mon +++